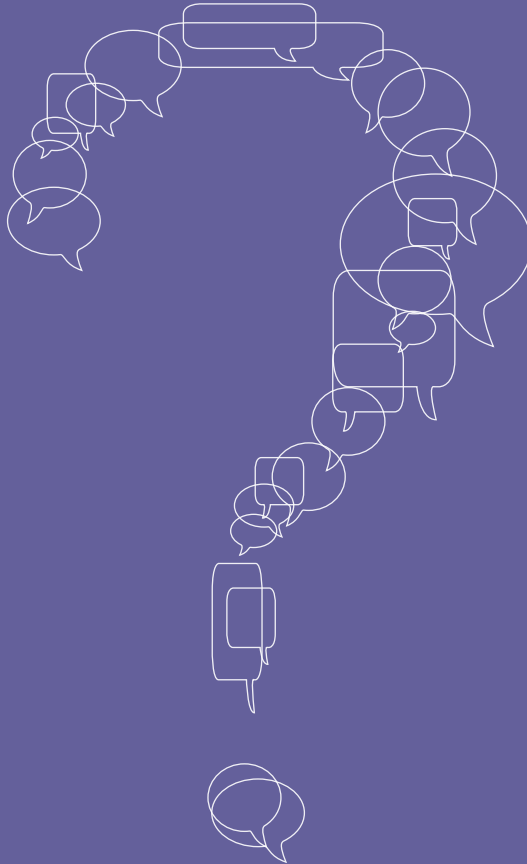


# Qu'est-ce que l'humanisme démocratique ?

## Principes fondamentaux et applications pratiques



Toutes nos publications sont disponibles :

- En *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL :  
**[www.cpcp.be/etudes-et-prospectives](http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives)**
- En *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

**Rue des Deux Églises, 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00 - Mail : [info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**

## INTRODUCTION

Le 18 mai 2002, le Parti Social-Chrétien (PSC) change de nom et devient le centre démocrate Humaniste (cdH) afin de se présenter comme parti rassembleur, sous une bannière plus large, pour ceux qui peuvent se reconnaître dans son projet politique hérité du personnalisme chrétien tout en adhérant à une autre confession religieuse ou philosophique. L'humanisme démocratique fait son entrée en politique, se voulant une alternative moderne au libéralisme, au socialisme et à l'écologisme. Ce faisant, il désire également répondre aux défis de ce nouveau siècle.

L'humanisme démocratique part du constat de l'impasse dans laquelle le libéralisme politique dominant a plongé la société actuelle. Individualisme et matérialisme sont devenus les valeurs de base de la société alors que l'humanisme démocratique veut placer la « relation aux autres » et la solidarité au cœur du projet politique. Le principal défi de cette nouvelle philosophie politique est non seulement un défi politique, mais surtout un défi culturel. En effet, comme toute idée neuve, il doit pouvoir se présenter clairement aux citoyens afin que ceux-ci puissent appréhender convenablement ce concept et en comprendre les idées principales ainsi que la philosophie. Cette publication aura donc pour but de faire comprendre de manière simple, directe et objective ce qu'est l'humanisme démocratique afin que le lecteur puisse dégager une idée nette et précise de ses objectifs et de ses valeurs.

Cette analyse commencera par énoncer ce que les humanistes perçoivent comme les limites du libéralisme politique et la nécessité de son dépassement. Par la suite, elle analysera les différences entre cette nouvelle philosophie et les deux autres philosophies politiques alternatives au libéralisme : le socialisme et l'écologisme. Elle définira ensuite clairement les idées-clés de l'humanisme démocratique et son projet politique spécifique pour notre société, et tentera de démontrer en quoi elle peut être considérée comme la réponse la plus adéquate aux dérives de notre société individualiste.

Les bases théoriques de ce travail reposent sur les écrits du professeur Laurent de Briey et du livre dans lequel il explique dans le détail le concept d'humanisme démocratique<sup>1</sup>. Sa lecture est indispensable à toute personne désirant

---

<sup>1</sup> de BRIEY (L.), *Le sens du politique : essai sur l'humanisme démocratique*, Wavre, 2009.

en savoir davantage sur cette philosophie, cette courte analyse s'adressant à un public large. Elle s'inspirera également d'autres écrits de Laurent de Briey, de même que ceux de l'ex-présidente du PSC-cdH : Joëlle Milquet.

Cette étude ne s'inscrit en aucun cas dans une visée propagandiste. Au contraire, elle veut être un outil utile à toute personne s'intéressant à la politique étant donné qu'elle tentera de définir la plus récente des théories politiques. Elle peut donc s'avérer utile non seulement pour tout citoyen s'en revendiquant mais également pour ceux qui se définissent différemment ou pour toute personne soucieuse d'appréhender le mieux possible le monde et la société dans lesquels elle évolue.

## I. LA FAILLITE DU LIBÉRALISME POLITIQUE

La société actuelle est, globalement, dominée par l'idéologie libérale. Elle suppose cette société comme un ensemble d'individus possédant chacun sa morale et ses valeurs propres. L'idée est alors de laisser se développer ces morales et valeurs individuelles pour autant que l'une ne puisse constituer un danger pour l'autre. L'État, dans cette conception des choses, n'a pas pour objectif de dégager des valeurs collectives mais bien de jouer un rôle d'arbitre entre ces différentes valeurs et de demeurer neutre à leur égard. En somme, l'État est présent pour garantir à chacun le respect de ses valeurs perçues comme des droits fondamentaux individuels. La société libérale est donc constituée d'individus indépendants dont la coexistence pacifique est du ressort de l'État, jugé comme un « mal nécessaire » afin de garantir les libertés privées.

Le libéralisme a une influence beaucoup plus importante que les partis se revendiquant directement de l'idéologie libérale (MR et Open-VLD principalement). En effet, on peut distinguer aujourd'hui deux sortes de libéralisme : un libéralisme « de droite » (MR et Open-VLD) et un libéralisme « de gauche » (PS et SPA notamment). En effet, depuis un certain nombre d'années, les partis sociaux-démocrates agissent davantage selon l'idéologie libérale que suivant l'idéologie socialiste et/ou marxiste. Les personnes se revendiquant directement du socialisme au sein du PS constituent donc bel et bien une minorité. Les formations sociales-démocrates qui ont le mieux incarné cette transformation de partis socialistes en partis libéraux de gauche sont le Labour Party sous l'impulsion de Tony Blair à l'époque et le SPD allemand.

En effet, à la suite de la seconde guerre mondiale, les formations sociales-démocrates voient l'accumulation des richesses dues à la croissance économique et s'acquittent donc du système capitaliste et de l'idéologie libérale triomphants pour mener parallèlement de grandes politiques sociales. Gauche et droite célèbrent alors de façon commune cette accumulation de richesse pour l'accroissement du pouvoir d'achat qu'elle prodigue à la population. Cependant, les crises économiques successives des années 1980 à nos jours montrent les limites de cette idéologie de « croissance quantitative à tout prix ». Face à elles, les libéraux de droite ne prônent que la fuite en avant, c'est-à-dire la persévérance de l'économie de marché et l'instauration de politiques d'austérité budgétaire, alors que les libéraux de gauche ne tentent que de « freiner » les conséquences du libéralisme économique en sauvant dès que possible les acquis sociaux.

Pour les libéraux, le sens de l'action politique est de préserver la liberté individuelle, celle-ci s'arrêtant « là où commence celle des autres ». L'État joue donc simplement le rôle d'arbitre entre les différents individus pris séparément et poursuit l'objectif de la défense de ce qui est « juste » et non de ce qui est « bien » car il permet à chacun de poursuivre sa propre conception du « bien ». Chaque individu doit donc juger en son âme et conscience, et selon son libre-arbitre, la voie à suivre.

De cette vision libérale actuellement dominante, découlent cependant plusieurs problèmes de fond. Tout d'abord, la liberté individuelle est réduite au seul libre-arbitre de chacun. Ensuite, l'être humain est perçu comme une entité indépendante des autres et de sa relation aux autres, ce qui implique une vision individualiste de l'Homme. De plus, l'État et la société sont analysés en tant que deux entités séparées, ne communiquant pas entre elles et dont les buts sont différents, voire contradictoires. Enfin, la neutralité de l'État par rapport aux valeurs engendre un relativisme<sup>2</sup> rendant impossible la recherche de valeurs communes à l'ensemble de la société.

Cette idéologie libérale et individualiste, appliquée en termes économiques, est à la source de la crise que nous traversons aujourd'hui. En effet, l'individualisme libéral légitime la seule satisfaction des préférences personnelles. Or la somme des intérêts particuliers ne peut être durablement conforme à l'intérêt général. Celui-ci s'éclipse donc pour satisfaire les intérêts d'une minorité ou se retrouve « bloqué » devant des intérêts contradictoires.

---

<sup>2</sup> Idée selon laquelle toutes les valeurs se valent et qu'aucune n'est supérieure moralement à une autre.

## II. LES ALTERNATIVES CLASSIQUES AU LIBÉRALISME

### 1. Le socialisme

Le socialisme est issu de la tradition marxiste et défend un déterminisme socio-économique. Les individus seraient donc conditionnés par leur origine sociale et penseraient davantage en termes de « classes sociales ». Pour les socialistes « traditionnels », l'État doit être fort car redistributeur des richesses dans la population afin d'assurer le bien-être matériel de chacun. Il a donc le monopole de la responsabilité de la gestion collective. Le socialisme met en avant le modèle de l'État-providence qui élabore un système social d'assistance dans lequel son rôle se limite à fournir des revenus de substitution aux inactifs.

Cela étant, à l'heure de la mondialisation économique, l'État ne peut plus se permettre d'assurer ce monopole de la responsabilité de la gestion collective. De plus, le système d'assistance (ou « assistantat ») ne favorise pas l'émancipation des allocataires sociaux (chômeurs...) et nie le lien indéfectible qu'il existe entre solidarité et responsabilité. En effet, il ne faut surtout pas enfermer ces allocataires sociaux dans un « cercle vicieux d'assistantat ».

### 2. L'écologisme

Les écologistes soulignent l'absurdité de notre modèle actuel de développement, axé uniquement sur une croissance infinie, dans un monde pourtant fini, sur une terre dont les ressources ne sont pas inépuisables. Le système de développement économique ressemble alors plus à un serpent se mordant la queue plutôt qu'à une fin en soi. Pour l'écologisme politique, il convient avant tout de repenser le mode de fonctionnement de l'économie, le mode de production des biens et de consommation d'énergie. Il faut, de plus, répercuter dans les prix le coût « écologique » des biens produits.

Il faut cependant critiquer l'écologisme politique en ce sens qu'il assigne à l'homme un ordre écologique qui le dépasse et qui prônerait d'une certaine

manière que la « nature », ou ce qui est considéré comme tel, deviendrait une sorte de force supérieure (ou plus importante) à l'homme. Qui plus est, les écologistes d'aujourd'hui sont extrêmement partagés entre une aile radicale qui veut renoncer aux idéaux de développement humain et de progrès (technologiques, scientifiques ou sociaux), et une aile « pragmatique » et libérale dans sa façon de penser le monde (notamment au niveau de la morale). Il s'agit en fait de savoir si c'est au nom de la « nature » qu'il convient de lutter contre les dérives productivistes et consuméristes de notre société – réchauffement climatique, les gaz à effet de serre, la pollution... – ou si c'est au nom de l'« Homme » lui-même.

### III. LA NÉCESSITÉ DE L'HUMANISME POLITIQUE

Face à ces constats d'échec, l'humanisme démocratique entend posséder la volonté de dépasser le libéralisme politique, présent aussi bien à gauche qu'à droite. Pour réaliser cela, il propose une alternative crédible au libéralisme politique en replaçant la responsabilité individuelle et collective au cœur de la conduite dans la société.

#### 1. Les bases de l'humanisme politique

Partant du constat que les idéologies « traditionnelles » montrent aujourd'hui leurs limites, l'humanisme démocratique se veut une réponse moderne aux dérives de notre société libérale actuelle sans pour autant revenir à l'idée socialiste.

L'humanisme démocratique ambitionne donc de devenir une « troisième voie » située non pas entre le libéralisme et le socialisme, mais bien en les dépassant tous les deux. Il s'inspire en cela du personnalisme chrétien qui est l'une des bases les plus importantes de sa doctrine. Ce personnalisme veut replacer la personne humaine et sa dignité au cœur de toutes les préoccupations. Cette philosophie désireuse de mettre en avant la réalisation de la personne en lien avec les autres et non à leur rencontre peut se résumer de la sorte :

« une action est bonne dans la mesure où elle respecte la personne humaine et contribue à son épanouissement ; dans le cas contraire, elle est mauvaise »<sup>3</sup>.

S'inspirant du personnalisme, l'humanisme démocratique insiste sur la relation sociale entre individus. Ceux-ci ne peuvent se réaliser pleinement et acquérir une identité personnelle qu'au sein de leurs relations avec les autres. Dans ce cadre, la recherche de normes collectives devient un vecteur de formation de ces identités individuelles.

Pour les humanistes, l'Homme ne se réalise donc pas seulement à travers sa sphère privée bien qu'il ait effectivement une singularité particulière. Il est tout autant une personne ayant une vie propre que menant également une vie en relation avec les autres. Sa spécificité individuelle ne peut se développer pleinement que si elle est reconnue en tant que telle par les autres personnes et que s'il comprend et développe un sentiment d'appartenance collective. En somme, son existence personnelle se construit et prend forme de celle d'une communauté à laquelle il appartient, et dont il possède la capacité de la faire évoluer. Cette notion de « vie en communauté » (ou « communautarisme »<sup>4</sup>) implique que l'idéal humaniste ne se situe donc plus dans la compétition entre individus, comme c'est le cas dans notre société libérale actuelle, mais bien via une collaboration solidaire entre différentes personnes qui, conscientes de leur singularité et de leurs divergences particulières, ont pour but la recherche d'une entente commune en vue de l'intérêt général, lequel favorise en retour leur développement sur le plan personnel.

## 2. La vie en société

Les humanistes ont dès lors pour ambition de développer un « vivre-ensemble » et de favoriser l'émergence d'un projet commun. Cela signifie également l'existence de valeurs communes universelles partagées par l'ensemble des êtres humains. Ces valeurs universelles sont la base de la recherche d'un projet commun à l'ensemble d'une société. Les personnes se doivent donc de

---

<sup>3</sup> MORAZAIN (A.) et PUCELLA (S.), *Éthique et Politique - Des valeurs personnelles à l'engagement social*, 1988, p. 30.

<sup>4</sup> Non compris dans le sens de « repli sur soi » identitaire.



débattre et de dialoguer afin de définir des valeurs communes via la cohésion sociale et une meilleure connaissance de « l'autre ».

De ce principe découle l'importance de l'interculturalité. L'interculturalité part du principe que, à partir du moment où différentes communautés (ethniques, culturelles, religieuses ...) vivent sur un même territoire, il y a lieu d'amorcer un dialogue afin de dégager les valeurs communes existant entre elles. Il ne s'agit donc plus d'une multiculturalité qui suggère simplement l'existence de différentes communautés vivant de manière pacifique sur un même territoire sans pour autant se côtoyer et apprendre à se connaître (vision libérale), mais bien de l'enrichissement culturel de ces différentes communautés et des personnes qui les composent par la recherche du vivre-ensemble et d'un idéal commun.

Cet idéal humaniste se traduit globalement par la prise de conscience de la responsabilité personnelle et collective. Ce faisant, il incite chacun à agir en prenant conscience de l'incidence future de ses actes en mettant en avant le principe d'interdépendance des personnes. De même, il insiste sur l'importance de la solidarité et de l'égalité entre hommes et femmes, sans pour autant nier les différences qu'il existe entre eux.

#### IV. QUELQUES IMPLICATIONS PRATIQUES

Afin de comprendre davantage l'humanisme politique, il convient de voir comment cette idéologie se traduit en termes de politiques publiques. Quelques grands thèmes-clés seront abordés : le rôle de l'État, l'éducation, l'économie, l'emploi, la sécurité et le rapport à la nature.

- L'humanisme démocratique perçoit **le rôle de l'État** comme étant la recherche de l'intérêt général à long terme. L'État ne doit ni être un État-providence ou un État réduit à sa plus simple expression, il doit être un État stratège qui soutient et accompagne l'initiative privée et les allocataires sociaux tout en les responsabilisant. Pour illustrer ce rôle de l'État, les humanistes mettent en avant le principe d'**autonomie collective**. Ce principe part du constat que les valeurs d'une société ne sont pas définies entièrement a priori par une tradition quelconque mais qu'elles

sont créées, débattues et choisies volontairement via un processus de dialogue. La recherche de ce « programme » commun implique donc que l'autonomie collective émancipe les individus via leurs liens entre eux et non les uns par rapport aux autres.

- Dans le projet humaniste, **l'éducation** apparaît comme une valeur fondamentale en tant que point central du développement des individus et de la compréhension du monde qui les entoure. Elle est en effet non seulement le meilleur moyen d'accès à l'emploi et sert également à former des citoyens conscients et actifs. Elle se base sur le principe de la « recherche de l'excellence pour tous », qui refuse non seulement l'élitisme mais aussi le nivellement par le bas en préconisant l'épanouissement personnel et la réalisation de ce qu'il y a de meilleur en chaque élève.
- **L'économie** est également perçue par les humanistes comme un moyen ou un instrument du développement humain et non comme une fin en soi. Il entend remettre le développement économique au service du développement humain en suggérant une croissance « humaine ». Cela implique de comprendre que la notion de croissance telle que la développent les libéraux est en partie faussée. En effet, non seulement une croissance illimitée est impossible (les ressources naturelles ne sont pas illimitées) mais, qui plus est, l'augmentation de la croissance économique ne va pas toujours de pair avec une « croissance humaine », c'est-à-dire avec une augmentation de la qualité de vie. Productivisme et consumérisme n'apportent que des satisfactions purement matérielles et ne sont pas suffisamment épanouissantes pour l'être humain. L'objectif est donc de mettre l'économie au service de l'humain et non l'inverse, notamment en mettant en avant les services aux personnes. En effet, le choc démographique que connaît la Belgique rend nécessaire une multiplication des besoins de services interpersonnels, c'est-à-dire l'assistance aux personnes dans leur vie quotidienne (soutien scolaire, aide-ménagère à domicile, garde d'enfants, suivi de personnes handicapées...), qu'ils soient marchands ou non-marchands. De même, l'idéologie humaniste démocratique propose une ré-industrialisation basée sur un tissu dynamique de PME (entreprises « à taille humaine »), un soutien aux secteurs « verts » et sur une agriculture de proximité et de qualité.
- L'humanisme politique mise donc beaucoup sur **l'emploi** et désire en faire une priorité stratégique globale afin de répondre à différents défis inhérents à cette thématique : assumer le vieillissement de la population, lutter contre la pauvreté et la précarité, favoriser l'accès au logement,

affronter l'insécurité... Pour ce faire, il faut non seulement œuvrer à la création d'emplois durables, mais également proposer une meilleure offre de formation afin de mieux faire correspondre les attentes des employeurs aux profils des demandeurs d'emplois. L'accompagnement des jeunes chercheurs d'emplois et des chômeurs, ainsi que le développement de la formation continue des travailleurs, paraissent dès lors être les meilleures armes dans la lutte pour l'emploi durable et décent.

- La vision humaniste de **la sécurité** prouve à la fois la capacité de mesure de cette idéologie, tout en apportant son originalité. En effet, cette vision ne se situe ni dans une optique « sécuritaire », qui ne combat pas le mal à la racine mais seulement en surface, ni dans un cadre purement « préventif », ce qui a pour corollaire un sentiment d'impunité et de déresponsabilisation des contrevenants à la loi. L'approche humaniste privilégie une action en deux temps : prévention d'abord et répression ensuite, tout en soulignant l'importance d'un dialogue de proximité entre les différents acteurs afin de dégager des solutions communes de lutte contre l'insécurité. Ainsi, si des stratégies globales peuvent être établies au niveau d'une commune ou d'une zone déterminée, il convient également de la décliner en des tactiques locales au niveau d'un village ou d'un quartier par exemple.
- Enfin, pour les humanistes, **le rapport à la nature** est important car celle-ci est perçue comme le lieu de développement de l'être humain. Ce dernier agit sur la terre afin de favoriser son développement personnel et se doit donc de préserver la nature afin d'assurer sa propre subsistance et non seulement de préserver l'environnement pour des raisons purement écologiques. Le développement durable est donc un moyen d'épanouissement de la personne et non une fin en soi. Pour sauvegarder son milieu de vie, pratiquement, l'être humain se doit de revoir son mode de développement et de répercuter les coûts environnementaux dans les prix des biens de consommation.

## Comparaison des quatre idéologies

	Libéralisme	Socialisme	Écologisme	Humanisme
<b>Régulation individu/ collectif</b>	<i>Marché</i>	<i>État</i>	<i>Nature</i>	<i>Responsabilité personnelle</i>
<b>Économie</b>	<i>Production</i>	<i>Distribution</i>	<i>Durabilité</i>	<i>Instrument</i>
<b>Environnement</b>	<i>Exploitation</i>	<i>Exploitation</i>	<i>Préservation</i>	<i>Cadre de vie</i>
<b>Intérêt défendu</b>	<i>Personnes favorisées</i>	<i>Personnes défavorisées</i>	<i>Environnement</i>	<i>Intérêt collectif</i>
<b>Valeur fondamentale</b>	<i>Liberté</i>	<i>Égalité</i>	<i>Épanouissement</i>	<i>Solidarité</i>

## CONCLUSION

L'humanisme démocratique se veut donc la réponse moderne aux dérives d'une société devenue individualiste, matérialiste et, d'une certaine manière, déshumanisée. Ce projet politique neuf se veut une alternative crédible au libéralisme politique, qui « règne » en maître sur nos sociétés actuelles et qui rassemble l'essentiel des formations politiques « de droite » comme « de gauche ». Cependant, ce modèle alternatif de société ne peut en rester à une phase purement théorique : il se doit de mettre en pratique ses valeurs afin de prouver leurs forces, leur originalité et leur viabilité.

Ce modèle se veut à la fois progressiste, centriste et post-matérialiste. Il se veut progressiste car son modèle alternatif de développement milite pour une société juste et épanouissante pour l'ensemble des couches sociales, tout en se démarquant de vieux principes « figés ». Il se veut également centriste car il entend dépasser les modèles préétablis de « gauche » et de « droite » en constatant que les crises et les injustices touchent l'ensemble

de la société et qu'il n'entend pas en privilégier une par rapport à une autre. Il rappelle enfin que son idéal de société démocratique participative et citoyenne synthétise des exigences de solidarité mais également de responsabilité. Enfin, il se déclare post-matérialiste car il affirme ne pas réduire la participation sociale à l'activité économique, que le rôle de l'État ne se borne pas à la gestion des conditions matérielles de l'existence et qu'une société doit reposer sur une identité commune et des valeurs portées collectivement.

L'humanisme démocratique suggère donc un nouveau modèle de développement qui ne se base pas sur une croissance économique quantitative ni sur le modèle de la « décroissance » mais bien sur une croissance qualitative qui met l'épanouissement de l'être humain en ligne de mire. Ce nouveau projet de société, baptisé « développement humain », fera l'objet d'une publication spécifique qui complétera en quelque sorte la présente analyse.

## BIBLIOGRAPHIE

- Documents internes des Jeunes cdH.
- de BRIEY (L.), *Le libéralisme face au défi des valeurs*, Bruxelles, 2008.
- de BRIEY (L.), *Le sens du politique : essai sur l'humanisme démocratique*, Wavre, 2009.
- de BRIEY (L.), *L'humanisme en politique : aspects philosophiques*, Bruxelles, 2008.
- de BRIEY (L.), « *L'humanisme, un projet politique spécifique* », dans *La Revue politique*, 2010, p. 73-73.
- LES CAHIERS DU CEPESS, *Joëlle Milquet : une présidence à visage humain*, Bruxelles, 2011.
- MILQUET (J.), *L'humanisme démocratique*, Bruxelles, 2009.
- MORAZAIN (A.) et PUCELLA (S.), *Éthique et Politique - Des valeurs personnelles à l'engagement social*, 1988.

Auteur : Julien Milquet  
Mars 2013

**DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !**

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

[www.cpcp.be](http://www.cpcp.be)



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles





**Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

**Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00**

**[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**

© CPCP asbl - 2013